

Le 16 janvier 2017

BONNE ANNÉE 2017 !

MOUVEMENT SOCIAL



Pour traverser cette nouvelle année, inspirons nous de l'enthousiasme, de la belle combativité, bref de cette solidarité que nous avons su partager durant les mobilisations sociales contre la loi travail et son monde.

Touche pas à ma ZEP : manifestation nationale le 19 janvier

Après 5 journées de grève en 2016, la mobilisation s'est intensifiée en ce début 2017. Le ministère n'a pas répondu à l'ultimatum posé par les lycées en lutte et depuis le 3 janvier la mobilisation se développe en continu, par la grève, les manifestations, les rassemblements, les occupations...

La mobilisation du 10 janvier 2017 a montré un enracinement du mouvement notamment en région parisienne et dans les Bouches-du-Rhône où tous les lycées de l'éducation prioritaire sont entrés dans l'action. **Les AG des personnels ont décidé d'un appel à la grève avec manifestation nationale le 19 janvier.**

Après avoir nié le problème la ministre a fini par prolonger jusqu'en 2019 les indemnités, puis a sauvé les bonifications pour les seuls personnels en poste avant 2015, avant d'annoncer 450 postes mais par redéploiement pour la seule rentrée 2017. Ces reculs partiels montrent qu'il est possible de gagner sur les revendications des personnels. Mais on est loin du compte et les effets d'annonce ne trompent personne !

Plus de 94 lycées de 14 académies ont maintenant signé l'appel de « Touche pas à ma Zep ». On y trouve des lycées qui sont classés ou qui revendiquent à juste titre leur classement. C'est pour cela que **la mobilisation peut s'élargir à de nouveaux établissements sur les revendications des personnels :**

- ♦ Une carte élargie de l'éducation prioritaire et un label sur des critères nationaux et transparents.
- ♦ Des moyens pérennes et des droits pour tou-te-s,
- ♦ Des postes et des seuils d'effectifs contraignants.

SUD éducation renouvelle son soutien aux revendications de ce mouvement et aux décisions des AG de grévistes, et a déposé un préavis de grève spécifique couvrant tout le mois de janvier.

Santé et action sociale : on prépare le 7 mars

Dans la continuité du combat contre la loi Travail et après le succès de la journée de grève nationale et de manifestations du 8 novembre contre la loi Touraine et des Groupements Hospitaliers de Territoire (GHT), **les fédérations CGT, FO et SUD du secteur de la santé et de l'action sociale poursuivent la construction d'une mobilisation nationale** de nos branches professionnelles pour créer un axe de résistance supplémentaire aux politiques d'austérité et de régressions sociales qui dégradent fortement les conditions de travail et de vie des salarié-es. D'autant que dans de nombreux établissements de la santé et de l'action sociale des grèves et des mobilisations sont en cours.

Les fédérations CGT, FO et SUD ont décidé de préparer ensemble la nouvelle journée de mobilisation dans le cadre d'une grève nationale pour le 7 mars 2017, au plan national comme au plan local.

Les Fédérations appellent le 7 mars à diverses mobilisations dans les territoires avec comme point fort une grande manifestation à Paris. D'ici là, diverses initiatives de mobilisation et de meeting communes seront engagées, à Paris et en régions,

Aquitaine : grève au Crédit agricole

Cela faisait près de 10 ans qu'il n'y avait pas eu de grève au Crédit Agricole d'Aquitaine, mais **le mécontentement de ces derniers mois a trouvé son point d'orgue dans la réorganisation du réseau d'agences qui a été lancé le 19 septembre dernier.**

L'effectif a en effet été remanié sans réelle suppression d'emploi mais avec réaffectation des salarié-es dans de nouveaux services hors agences et redimensionnement des portefeuilles client-es, ce qui a eu pour conséquence de vider un peu plus les agences du réseau. **Les conditions de travail sont donc fortement détériorées et l'insatisfaction client-e grandit** (3 semaines d'attente pour un rendez-vous).

Les salarié-es des 3 départements de la caisse (33-40 et 47) se sont retrouvé-es devant les sièges d'Agen, Aire sur l'Adour et Bordeaux le 2 décembre au matin. Environ 650 personnes étaient présentes et on compte environ **un tiers des salarié-es en grève pour cette journée tant dans le réseau que dans les sièges.** Les boulevards devant le siège de Bordeaux ont été bloqués quelques dizaines de minutes le temps d'obtenir un rendez-vous avec la direction.

Le 2 décembre n'a pas été choisi de façon anodine, le soir même non loin de la Cité du Vin était prévu la pose de la première pierre du futur siège de la Caisse Régionale. Un comité d'accueil essentiellement sudiste a donc animé la soirée avec le camion sono de Solidaires, nous avons ainsi parlé au Directeur Général, à la députée de Bordeaux Sandrine Doucet et Alain Juppé.

Air France : mobilisation contre la filialisation de la DGI

Jeudi 8 décembre 2016, **une mobilisation massive des salarié-es a eu lieu sur tous les secteurs de la Direction Générale Industrielle.**

A Orly et Villeneuve le Roi environ **un millier de salarié-es** se sont réuni-es et ont « bloqué » la Nationale 7 pour investir ensuite **l'aérogare d'Orly Ouest.** Ils/elles ont manifesté pacifiquement dans l'aérogare accompagnés de Sud Aérien, de la CGT, de l'UNSA, CFDT et FO. Un tract a été distribué aux passagers qui nous ont réservé un bon accueil !

Les seuls qui faisaient la tête étaient les hauts cadres Air France envoyés pour espionner et qui n'ont eu aucun incident à se mettre sous la dent...

A Roissy, de nombreux-euses salarié-es de la logistique et de la maintenance sont aussi venus exprimer leur refus d'une filialisation. Ils/elles ont répondu présent-es sur un sujet qui va tous nous impacter. Sud Aérien, FO et un PNT d'ALTER (syndicat représentant 10% des pilotes) ont pris la parole pour soutenir les grévistes et affirmer la nécessité d'une future action, collective et massive, afin d'accentuer la pression sur la direction.

A Toulouse, un rassemblement a aussi eu lieu devant le magasin. Sud Aérien et FO ont expliqué les dangers d'une filialisation avec comme modèle Lufthansa Technik qui licencie pour se développer dans des pays à bas coûts.

Cette mobilisation générale est une réussite, et elle doit se poursuivre...



Paris : jeu de (la) loi du non-accueil

L'Inter-Collectif Parisien de Soutien aux Migrant-es, auquel participent des camarades de Solidaires 75, organisait un happening militant le 23 décembre aux abords du centre « humanitaire » du boulevard Ney.

Ce « **parcours du non-accueil grandeur nature** » avait pour but de lancer une série d'actions qui viennent questionner le centre et sa place dans le dispositif du « non-accueil » qui est à l'œuvre sous couvert d'une communication humanitaire.



Et comme nous étions à la veille des fêtes, la proposition était sous forme de jeu, un jeu de (la) loi du non-accueil et conseil juridique.

Un **jeu de l'oie** a été tracé au sol, il a été proposé à des militant-es et/ou passant-es de lancer les dés géants et d'expérimenter « **le parcours du migrant-e** » de la case Emmanuel Valls à la case Dublin en passant par les cases OFPRA 5office de « protection » des réfugiés et apatrides), Centre de rétention et/ou déportation. Les contenus des différentes cases ont été imprimés et distribués aux personnes présentes.

Ce jeu était aussi le support pour donner aux migrant-es présent-es, des informations utiles sur leurs démarches et les risques que comportent pour elles et eux ce dispositif du non-accueil.

"Au jeu de l'asile et du hasard, leurs jets de dés déterminent nos vies, nous ne sommes pas leurs pions, nous ne sommes pas des oies".

Mairie de Saint-Denis : victoire des grévistes

Après 3 jours de mobilisation des agents de tous les services de la mairie, le soutien des parents d'élèves qui se sont mobilisés à nos côtés, comme les professeurs des écoles, les agents de Plaine Commune et d'autres collectivités territoriales du 93, **la municipalité est revenue sur sa remise en cause de nos congés et a retiré son projet sur le temps de travail.**

Notre victoire est historique, et cette lutte est exemplaire :

- ♦ **Unité syndicale** sur une revendication claire et précise.
- ♦ **Unité des services** (enfance, jeunesse, logement, crèches, DRH, Etat civil, standard, sports, culture, Bourse du travail, police municipale, cabinet du maire, etc.).
- ♦ **Unité des agents entre catégorie A, B, C.**
- ♦ **Soutien des habitant-es.**
- ♦ **Soutien des salarié-es d'autres secteurs.**

Il nous faut maintenant rester vigilant-es et uni-es sur nos revendications.

21 janvier : Women's March on Paris

Le 20 janvier, Donald Trump est intronisé. Le 21 janvier, **les féministes des États Unis ont convié toutes les femmes et hommes résolu-es à défendre leurs droits à manifester** à Washington ainsi que dans d'autres villes des États Unis. Des manifestations auront lieu aussi en Europe comme à Londres ou Berlin. A Paris, les féministes ont pris contact avec des féministes des États Unis vivant à Paris pour organiser en commun une manifestation.

Le nouveau président des États-Unis s'apprête à appliquer l'idéologie violemment sexiste, lesbophobe, homophobe, xénophobe et raciste qu'il a défendue durant toute sa campagne. Il envisage de nommer à la cour suprême William Pryor, un juge qui considère que « l'avortement est la pire abomination de l'histoire du droit ». Son vice-président, Mike Pence, promeut ouvertement des thèses créationnistes.

Cette politique réactionnaire à l'œuvre aujourd'hui aux États-Unis est la concrétisation d'une dynamique plus large dans le monde, en Europe, en France :

En Europe, des mouvements conservateurs et rétrogrades remettent régulièrement en cause les droits des femmes, en particulier l'avortement (Pologne, Espagne...)

En France, le danger est réel en provenance de plusieurs candidat-es à la présidentielle, qui instrumentalisent les droits des femmes.

Nous marcherons le 21 janvier pour témoigner notre solidarité avec la Women's March on Washington, car défendre les droits des femmes aux États-Unis, c'est défendre les droits des femmes en France et dans le monde entier. **Nous marcherons contre les incitations à la haine, les attitudes discriminatoires, les messages et actions réactionnaires.** Cette marche se veut ouverte à toutes et tous, et chaque individu partout dans le monde sera le/la bienvenu-e.

Rendez-vous : 14h, Mur pour la Paix au Champ de Mars Paris.



Nîmes : la mairie veut expulser Solidaires

L'Union Syndicale Solidaires du Gard dénonce la **décision de la Municipalité de Nîmes de vouloir nous expulser de notre local actuel**, que nous occupons depuis 1996, sous prétexte de vouloir vendre l'immeuble. Ce virage autoritaire vient s'ajouter à l'ensemble des mesures prises à l'encontre de toutes les organisations syndicales en voulant leur faire payer un loyer et les fluides... Les Bourses du Travail ont été créées à la fin du 19^e siècle, pour pouvoir accueillir les différentes organisations syndicales et recevoir tou-tes les salarié-es.

De mauvais choix politiques ont supprimé cette Bourse du Travail à Nîmes. Pourtant, c'est bien cette dernière qui doit voir le jour, à l'image des Maisons des Associations et des Maisons des Syndicats, qui peuvent exister dans bien des villes. C'est la demande de certaines organisations syndicales du Gard de voir bâtir cet ensemble nécessaire à la population. **Nous exigeons notre relogement dans des locaux décents permettant d'accueillir les salarié-es, précaires et chômeurs/euses qui subissent les méfaits de ce monde du travail** qui ne cesse de briser nos acquis sociaux. De tels locaux nous garantiraient un fonctionnement normal de nos structures syndicales et de notre action interprofessionnelle, en adéquation avec le principe d'égalité et de liberté syndicale.

Solidaires 30 se placera devant la Mairie, le mardi 17 janvier 2017 à partir de 12h, pour rencontrer directement les salarié-es dans la rue et leur faire signer une pétition. A cette occasion, l'Union Syndicale Solidaires du Gard demande à rencontrer le Maire pour qu'un accord soit trouvé. Bien évidemment, l'Union syndicale Solidaires Gard sera dans l'impossibilité de libérer ses locaux tant que nous ne serons pas relogé-es.

Vous pouvez signer la pétition de soutien : <https://www.petitions24.net/non-a-lexpulsion-de-lunion-syndicale-solidaires-du-gard>

Travail social : Nexem n'est pas la bienvenue

Mercredi 14 décembre, une soixantaine d'actrices et d'acteurs du travail social se sont invité-es à la soirée de lancement de la nouvelle organisation patronale Nexem. **Les militant-es mobilisé-es entendent défendre le travail social et médico-social contre la vague libérale.** Notre secteur professionnel est en pleine mutation. Les diplômés et les métiers sont actuellement passés à la moulinette, les subventions des collectivités territoriales ou de la sécurité sociale sont en baisse, des établissements ferment ou fusionnent, les conditions de travail et la qualité des accompagnements se dégradent.



Pour le patronat de notre branche, l'objectif affiché est d'accélérer le processus en cours. En effet, le lendemain de notre opération, Nexem conviait ses adhérent-es à une journée intitulée « le travail social en 2025 ». Au menu, des interventions de Jacques ATTALI ou d'Elie COHEN saupoudrées par les incontournables du moment : l'ubérisation du travail social, le lean management, le développement du bénévolat ou la financiarisation du secteur via les contrats à impacts sociaux (investissements privés dont les dividendes sont garantis par l'état)... Le ton est donné ! Pour eux, l'heure est à la démolition sociale, à la casse des conventions collectives et à la dénonciation des accords de temps de travail. **Pour nous, le temps de la contre-offensive a sonné !** SUD Santé Sociaux appelle l'ensemble des professionnel-les du secteur à se mobiliser et à préparer la grande journée d'action du 7 mars 2017.

Ratp : agents et usager-es ont les mêmes intérêts

Le 16 décembre 2016, **les agents de conduite des lignes A & B du RER ont décidé de cesser le travail pour protester contre la dégradation quotidienne de leurs conditions de travail.** Solidaires Groupe Ratp s'est adressé aux usagers, pour leur expliquer pourquoi les choix politiques et économiques, de productivité et d'automatisation de lignes de la RATP et du STIF n'aideront en rien au développement des transports en Ile-de-France.

Les usager-es sont les témoins et victimes de la dégradation quotidienne des conditions de transports : Avaries matériels, pannes de signalisations et défaillances des installations dus à la réduction des effectifs à la maintenance ; Retards récurrents ; Missions farfelues aux destinations ne correspondant pas à celles affichées ; Trains devant s'arrêter... et ne s'arrêtant pas ; Trains et gares sales (la RATP préférant payer des pénalités bien moins contraignantes que le contrat inique qu'elle a passé avec les entreprises de nettoyage aux conditions de travail inhumaines) ; Informations contradictoires voir absentes à bord des trains ou sur les quais ; Interruptions de trafic inopinées dues à des avaries liées à la volonté de faire circuler coûte que coûte des trains nécessitant une intervention technique.

Le mécontentement des usager-es ne doit pas se retourner contre celles et ceux qui défendent un service public de qualité mais contre ceux et celles qui sont les responsables de cette situation. Les enjeux à venir pour les transports publics en Ile-de-France ne doivent pas se résumer au projet du « Grand Paris » où chaque place est bonne à prendre pour les élu-es en mal d'indemnités !

Travailleur-euses Sans-Papiers : agir pour nos droits

Nous sommes des dizaines de milliers de travailleurs et travailleuses « Sans-Papiers ». Nous travaillons dans le nettoyage, la restauration, le bâtiment, la voirie. Sans droits, nous sommes obligé-es d'accepter n'importe quel travail, à n'importe quel salaire. Quand nous sommes licencié-es, les employeurs n'hésitent pas à nous jeter sans indemnités. Nous servons de variable d'ajustement.

Contrairement à ce que les gouvernements successifs ont toujours prétendu, nous maintenir sans titre ne protège pas les travailleurs/euses avec titre. Le patron qui veut frauder a intérêt à embaucher les Sans-Papiers parce qu'il sait que nous ne les dénoncerons pas. Il y a ainsi des secteurs entiers de l'économie où le dumping social est protégé par la réglementation. C'est ce qui se passe par exemple pour le désamiantage. Des sociétés très respectables, par un jeu de sous-traitance en cascade, font désamianter par des travailleurs sans titre avec l'agrément de l'administration. Et l'Inspection du Travail direz-vous ? Les gouvernements ont presque complètement neutralisé leurs propres organismes de contrôle pour le plus grand profit du patronat, petit et grand.

Nous manifesterons vendredi 20 janvier, à l'appel notamment de Droits Devant, de la Coordination 93 des sans-papiers, de SUD Travail, de la FSU et de la CGT du ministère du travail pour porter nos revendications :

- ♦ Tout-e travailleur-euse sans papier doit être régularisé-e sur simple preuve de relation de travail, sans condition de durée
- ♦ L'Inspection du Travail doit être dotée d'un pouvoir de régularisation sur simple constat d'une relation de travail.

Rendez-vous : 15h, Métro rue du Bac Paris.

Retrouvez les matériels liés à l'actualité et aux luttes des structures Solidaires sur notre site à l'adresse suivante : <http://www.solidaires.org/-Mobilisations-et-actualites->